Brb
6540

HENRI GUILBEAUX :

MON CRIME

BIBLIOTHÈQUE
DE PARIS
MARXISTE

20 1914-18

Br b 6540

HENRI GUILBEAUX :

MON CRIME

CONTRE-ATTAQUE ET OFFENSIVE

Edition de la revue *demain*
GENÈVE / 25, Avenue Gerebzov, 25 / SUISSE

1 9 1 8

Aux victimes de tous les gouvernements impérialistes et capitalistes, et tout particulièrement à tous ceux qui en Allemagne défendent courageusement les principes du socialisme international. **H. G.**

Genève, Avril 1918.

Me voici donc inculpé de haute trahison et d'intelligences avec l'ennemi. C'est la conséquence de la campagne malfaisante et stupide entreprise par le contre-révolutionnaire Léon Daudet, campagne dont, au début, je fus le premier à sourire. D'une part, on veut atteindre un ancien ministre — M. Malvy — que je n'ai connu ni directement, ni indirectement ; on espère, d'autre part, et surtout porter un coup aux idées de Zimmerwald pour lesquelles je n'ai jamais cessé de faire une active propagande.

On ne me pardonne pas non plus d'avoir réussi à publier régulièrement depuis deux ans ces petits cahiers mensuels dont l'influence se développa et qui réussirent à grouper une élite internationale de collaborateurs. Enfin, on considère comme un crime le fait que mes camarades bolschewiki, m'honorant de leur confiance, m'aient choisi comme correspondant de la *Prawda*, journal dont le tirage atteint aujourd'hui plus de 500.000 exemplaires.

La méthode employée par le dictateur Clemenceau traduit la politique de désespoir à laquelle il s'est voué depuis qu'il a le pouvoir. J'ai confiance en l'avenir et si j'entreprends ici la réfutation, aisée d'ailleurs, des accusations dont j'ai été l'objet, c'est que ces accusations dépassent de loin ma modeste personne.

H. G.

Le 4 août 1914 est une date historique à tous les points de vue. Elle marque le triomphe de l'impérialisme et du capitalisme qui s'étaient développés démesurément depuis un quart de siècle et dont le militarisme n'est qu'un des instruments. Elle signifie également la débâcle de la seconde Internationale, laquelle ne fut, en dépit de quelques exceptions, qu'une médiocre bureaucratie, un parti opportuniste et pusillanime, une boutique étroite et sordide.

En France comme en Allemagne, la déclaration de guerre fit naître cet ignoble mensonge : *l'union sacrée* ou trêve des partis, et provoqua la désagrégation du mouvement social et ouvrier. Quelques hommes pourtant ne consentirent à aucune abdication, à aucune lâcheté et cherchèrent le moyen de lutter contre le nouvel état d'esprit malheureusement engendré et assemblèrent leurs énergies. Je fus bientôt admis à participer aux réunions du groupe de la *Vie ouvrière* et j'appris à connaître Merrheim, Monatte, Rosmer, Marcel Martinet, bref les courageux Français demeurés internationalistes et qui constituèrent le premier groupe d'opposition et formèrent ce qu'on pourrait appeler le mouvement pré-zimmerwaldien. C'est au cours de ces réunions, qui avaient lieu au premier étage d'un petit immeuble situé en face du canal St-

Martin et dont le souvenir demeure en moi impérissable, que je fis la connaissance de Léon Trotzky dont l'activité fut grande en tout temps et en tout lieu.

Plusieurs mois se passèrent tristes et déprimants... Je fus mobilisé et passai trois semaines en Bretagne, vivant d'une vie animale, au milieu d'une nature sauvage, à laquelle le soleil du premier printemps conférait une beauté toute particulière. Rendu à la liberté après trois semaines de détention, je me rendis en Suisse et m'installai à Genève. En cette oasis, je pus reprendre peu à peu mon activité intellectuelle et, le 11 novembre 1915, je faisais sur Romain Rolland une conférence qui, quelques jours après, parut en brochure.[1] Depuis mon arrivée à Genève, je méditais la publication d'une collection de documents où serait enregistré le mouvement d'opposition à la guerre dans tous les pays et où seraient notées les manifestations de l'esprit indépendantes, audacieuses, et en relations avec l'avenir. L'éditeur de mon essai eut le courage de se charger de la gestion matérielle de la revue "*demain*, pages et documents" dont le premier numéro sortit des presses de l'imprimerie Kundig dans les premiers jours de janvier 1916. Le programme d'abord vague à l'origine se précisa, se colora; la revue *demain* est l'enfant du temps et elle fut façonnée par les circonstances.

Elle prit bientôt et nettement position en faveur de Zimmerwald, et sa partie documentaire constitue en quelque sorte les annales du mouvement zimmerwal-

---

[1] *Henri Guilbeaux : Pour Romain Rolland.* (Genève 1915, librairie Jeheber.)

dien. La seconde conférence de Zimmerwald qui eut lieu à Kienthal et à laquelle j'eus l'honneur d'assister, en qualité de délégué de la *Vie ouvrière* (avril 1916) imprima aux cahiers un nouveau coup de barre à gauche. Après une année de publication, l'éditeur hésita à continuer d'en assumer la charge, et sa vie fut interrompue durant quatre mois. Interdite en France dès le quatrième numéro, refusée dans la plupart des pays belligérants et disposant de ressources purement intellectuelles, la revue néanmoins était loin d'être demeurée inaperçue et de violentes et multiples attaques avaient accueilli sa naissance. Mais de toutes parts me parvinrent des témoignages de sympathie et des marques d'approbation. Je reçus en particulier des lettres écrites par d'authentiques *poilus* qui comprenaient la folie monstrueuse de la guerre et pour qui ces cahiers étaient un espoir, un tonique.

En mai 1917, je réussis à remettre la publication sur pieds et la révolution russe qui fut l'aube d'un monde nouveau et qui régénéra l'enthousiasme révolutionnaire et l'idéal internationaliste fortifia son existence. Le nombre des collaborateurs s'accrut, et la plupart des artisans de la nouvelle Internationale y prirent désormais une large part. En France même où elle était attaquée par des plumitifs ignares, méchants, embusqués dans des journaux qu'anime l'esprit du mal, des organes très divers mais tous hostiles à la guerre lui apportèrent un fraternel appui : *L'Ecole de la Fédération, Ce qu'il faut dire, Les Humbles, La Forge, Par de là la Mêlée*, etc... Mais alors que mes adversaires et dénonciateurs avaient toute licence de m'injurier et me calomnier, on interdit souvent à mes

amis de prendre ma défense. [1] Ainsi que l'a écrit Henriette Roland-Holst :

« *demain,* dont c'est la gloire et l'honneur de propager le socialisme international révolutionnaire, de démasquer toute apparence fausse et jésuitique, sous laquelle se cache l'impérialisme, de combattre toute espèce d'impérialisme, *demain* se dresse, par la force des choses, en premier lieu contre l'impérialisme de l'Entente. » [2]

C'est ce qui me valut l'honneur d'être honni, calomnié et diffamé par la presse impérialiste et nationaliste de l'Entente et ententophile, et la conclusion logique, inévitable fut — la dictature de M. Clémenceau aidant — l'inculpation qui motive ces lignes.

Les accusations portées contre moi sont multiples et diverses : Elles sont relatives aux idées que je défends et à de prétendus faits dont je me serais rendu coupable. Elles embrassent à la fois mon activité intellectuelle, sociale et politique pendant la guerre et celle d'avant-guerre.

On m'accuse d'avoir été et d'être demeuré germanophile et d'avoir défendu le pangermanisme. Qu'on me permette quelques citations :

« Bien avant la guerre Guilbeaux, quoique fils d'un Français et d'une Belge,[3] se proclama pangermaniste. Il est en effet le type curieux du germanisé enthousiaste... Débiteur envers l'Allemagne de cet éclat factice et de ce pain imprévu, il eut

---

[1] Génold dans *Ce qu'il faut dire*, Maurice Wullens dans les *Humbles* et tout dernièrement Jaques Mesnil dans la *Vérité*. Je remercie ici de tout cœur tous ceux qui m'ont exprimé leur sympathie et ont affronté la dérision et la vindicte gouvernementale en se solidarisant avec moi.

[2] *Nieuwe Amsterdammer*, 26 janvier 1918.

[3] Le journal officieux qui se croit bien informé ignore que je suis né de père et mère français.

au suprême degré la reconnaissance du ventre et prôna d sormais : l'art allemand, la littérature allemande, la science allemande, l'invasion allemande... Il est hors de doute qu'il se trouva conduit par son passé même à se mettre au service de l'Allemagne, son *Alma Mater*, dont, du reste, le génie cahotique et violent était plus sensible à ses facultés grossières que la délicatesse harmonieuse et le raffinement du nôtre.[1] »

« ... Ce Français s'est germanisé par dilettantisme, par goût, par admiration du monstrueux et de l'ignoble.[2] »

« ... Pour lui, travailler au rapprochement franco-allemand, que tant de gens bien intentionnés poursuivaient dans l'espoir de conjurer la guerre, cela consistait purement et simplement à ravaler la France, à la représenter comme un pays fini, pourri, à l'incarner dans la littérature du boulevard et au contraire exalter systématiquement tout ce qui venait d'Allemagne, la jeune force encore barbare du peuple d'outre-Rhin. En vain nous le mîmes en garde à plusieurs reprises contre ce travers de son esprit. Les conseils de ses meilleurs amis n'eurent aucune prise sur lui.[3] »

« ... Guilbeaux, littérateur raté, qui dès longtemps avant la guerre haïssait la France, mais simplement parce qu'il n'y avait pas rencontré d'admirateurs, et aimait l'Allemagne simplement parce qu'il y avait trouvé des gens qui lui avaient fait l'honneur de se servir de lui pour introduire leurs poésies en un français rocailleux, Guilbeaux qui, la guerre commencée, proclamait encore au milieu de ses camarades indignés son ridicule « pangermanisme », ce petit homme était tout désigné pour faire en Suisse une besogne défaitiste.[4] »

« ... Guilbeaux, pénétré de culture boche, évoluant tour à tour vers le cléricalisme et le socialisme unifié, qui sont les deux formes de l'internationalisme...[5] »

L'*Echo de Paris* me représente comme un des *chefs du défaitisme.* Afin de rendre plus haïssable en-

---

[1] *Homme Libre*, 25 février 1918.
[2] *Liberté*, 27 février 1918.
[3] *La Victoire*, 22 février 1918.
[4] *Intransigeant*, 4 mars 1918.
[5] *La Justice*, 21 février 1918.

core ma trahison, il me prête ou exagère certaines qualités intellectuelles, et tente de faire de moi un décadent, un dilettante et un germanophile : « Très intelligent, érudit, artiste, fréquentant avant la guerre les cénacles littéraires, il y cultivait ce scepticisme, ce dilettantisme, ce byzantinisme, qui furent de mode dans ces milieux qui convenaient aux égoïsmes les plus féroces et flattaient les orgueils les plus révoltants. Epris de littérature étrangère, connaissant admirablement l'allemand, il s'était spécialisé dans l'étude des auteurs d'outre-Rhin et gagnait le plus clair de ses revenus à les traduire. C'est donc un intellectuel germanophile par goût et par intérêt.[1] »

La meilleure manière de répondre d'une manière décisive à ces critiques est de présenter ici un bref *curiculum vitae :*

Quand je fus pour la première fois à Berlin (1905), je nourrissais une germanophobie aiguë dont je n'étais pas responsable. Issu d'une famille conservatrice et cléricale,[2] je fus élevé, surtout lors de mon séjour au collège de Charleville, dans le mépris et la haine de l'Allemand. J'étais abonné, je l'avoue sans honte, aux *Annales de la Patrie Française* et j'avais été empoisonné par l'enseignement malfaisant, criminel de M. Maurice Barrès. A Berlin, j'appris à connaître l'Allemagne, et les Allemands dont certes les défauts

---

[1] *Echo de Paris*, 23 février 1918.

[2] J'entends ici le mot famille dans son sens le plus large. Mon père, très patriote, n'était pourtant pas défavorable à un rapprochement franco-allemand et approuvait généralement mon activité et mon orientation.

ne m'échappèrent pas mais dont m'apparurent les robustes qualités. J'étudiai principalement la musique et la lyrique moderne. Et mon internationalisme refoulé par l'enseignement des jésuites et des prêtres et des éducateurs barrésistes me reprit entièrement. Après un séjour de vingt mois à Berlin, je fis mon service militaire qui fut très heureusement de courte durée grâce à certaines circonstances telles que M. Daudet sera tenté d'y découvrir, déjà ! la haute protection de M. Malvy ! Cela me permit de constater *de visu* le militarisme français qui, n'en déplaise aux publicistes chauvins, n'est pas tellement différent du militarisme allemand. A peine arrivé à Paris, toutes mes illusions se dissipèrent. Je connus l'ignominie de la vie littéraire et les mœurs des hommes de lettres. J'appris à connaître tous ces fourbes, tous ces ignares, tous ces arrivistes, qui parlent sans cesse d'idéalisme, d'art pour l'art et ne servent que les plus grossiers intérêts. *La Foire sur la place*, de Romain Rolland, est plutôt au-dessous de la vérité. Je critiquai sans relâche et sans faiblesse la gensdelettrie, dénonçai l'*apachisme* des littérateurs et opposai aux formules des tavernes et cafés littéraires le large et sain programme de l'art pour le peuple. Voilà comment se manifestait mon dilettantisme!

Puisque je n'ignorais pas tout à fait l'Allemagne, et non pas par prédilection spéciale pour ce pays, je crus de mon devoir de tâcher de faire connaître aux Français ce que j'en savais. Je fus vite catalogué comme germanophile et l'on me traita de « caporaliste prussien ». Ma critique brutale des milieux littéraires m'avait valu bien des ennemis dont le nombre s'augmenta encore lorsque je m'efforçai de montrer les res-

sources de l'art et de la littérature allemande moderne. Si j'exaltais ce que je tenais pour des richesses réelles, je fus loin de manifester quelque tendresse aux institutions de l'Empire allemand, et certains articles que j'écrivis dans les *Hommes du Jour* en sont la preuve.[1] Aussi bien mon admiration ne se limitait pas à quelques lyriques allemands que je considérais comme étant très représentatifs du génie moderne, mais j'avais voué un culte tout spécial au grand poète de la démocratie américaine Walt Whitman, au pathétique Emile Verhaeren et à Romain Rolland.

Sans doute, et je ne le regrette nullement, j'écrivais des articles, des études, des chroniques sur le mouvement littéraire allemand d'aujourd'hui dans divers périodiques. Mais je publiais régulièrement dans le *Berliner Tageblatt*, *Das literarische Echo*, la *Vossische Zeitung*, etc., des essais et des analyses de romans, de poèmes, de nouvelles, de critique, d'ouvrages français, etc... Le dernier article que j'envoyai dans les derniers jours de juillet 1914 était consacré à Gérard de Nerval, intermédiaire culturel entre la France et l'Allemagne, qui fut — personne ne me contredira, je pense — un des esprits les plus fins, les plus « français » et peut-être celui qui décrivit le plus délicatement les séduisants et doux paysages de l'Ile de France.

A l'*Université Nouvelle* de Bruxelles, je fis une série de conférences sur la poésie lyrique allemande d'aujourd'hui et, à la *Freie Hochschule* de Berlin, je fus chargé d'un cours sur la littérature française et la vie moderne, et je me flatte d'y avoir parlé des grands et

---

[1] *Hommes du Jour*, 1910.

petits maîtres les plus authentiques de l'art littéraire contemporain. J'avais à l'étude un important ouvrage sur Géricault — qui n'est pas un pangermaniste que je sache — et, sans la malheureuse guerre que nous subissons depuis bientôt quatre ans, j'aurais organisé à Berlin une grande exposition d'art français moderne comprenant tout le siècle dix-neuvième et entrepris une tournée de conférences dans les principales villes d'Allemagne et d'Autriche.

On m'a fait grief d'avoir fait paraître une « copieuse » *Anthologie des lyriques allemands contemporains depuis Nietzsche* pour laquelle j'aurais « arraché » une préface à Emile Verhaeren. Je n'ai jamais exercé aucune pression sur le grand lyrique belge — lequel, avant la guerre, était l'objet de critiques acerbes et perfides dans les mêmes gazettes qui, aujourd'hui, le louent démesurément et dénoncent ma « trahison ». Il accéda sans hésiter à ma demande d'écrire quelques lignes d'introduction à mon ouvrage et il rendit hommage au sentiment qui m'a toujours guidé dans la tâche que je m'étais imposée et qui consistait à faire connaître l'une à l'autre la France et l'Allemagne.[1] Cette anthologie dont on peut certes discuter les mérites m'a coûté trois années de labeur et, lors de la remise de mon manuscrit, j'ai reçu en tout et pour tout la somme formidable de deux cents francs! Cette somme est loin d'égaler les honoraires généreusement distribués, depuis le 4 août 1914, aux nombreux mercenaires de la presse qui confondent journalisme et police.

---

[1] Dans *demain* (n° 23, mars 1918) on trouvera la reproduction de cette lettre-préface.

Le 4 août 1914, je perdis du jour au lendemain ma situation ainsi que mes diverses collaborations. Puisqu'on veut bien vanter mes qualités d'intelligence et mes connaissances, il m'eût été facile de m'embusquer en quelque endroit et, à la manière des social-patriotes, de renoncer sans scrupule aux idées que j'avais défendues jusqu'alors et d'exécuter une besogne propre à exciter le chauvinisme et la haine. Je refusai de hurler avec les loups.

Je devais faire durant l'année scolaire de 1914-15 un cours sur la littérature allemande contemporaine à l'*Ecole des Hautes Etudes Sociales*. Quelques semaines avant la réouverture de l'école, je reçus une lettre de la direction me faisant savoir qu'étant donné les circonstances il paraissait impossible de maintenir mes leçons au programme, mais on me proposait en manière de compensation de parler sur la littérature pangermaniste. Encore une fois, je suis le premier à reconnaître le caractère pernicieux de la littérature pangermaniste, qui à cet égard ressemble en tous points à notre littérature nationaliste. Considérant qu'il y avait suffisamment « d'ouvriers » occupés à cette lucrative besogne, je rejetai la proposition, mais présentai une solution élégante, aussitôt agréée : je conférenciai sur la littérature belge d'expression française, et il me fut ainsi permis d'exprimer toute ma pensée sur le rôle que jouent dans la civilisation l'esprit français et la culture allemande. Qu'on note que l'Ecole des Hautes Etudes Sociales, — édifiée au temps de l'Affaire Dreyfus, par des dreyfusards devenus aujourd'hui les plus féroces chauvins et les élèves les plus assidus de Loyola — est placée sous le patro-

nage d'un grand nombre d'hommes politiques influents, ministres ou anciens ministres. J'aurais aisément acquis les bonnes grâces de ceux-ci et le cas échéant une recommandation profitable si j'avais décidé d'entreprendre une offensive contre l'Allemagne.

Dès mon arrivée à Genève je fis la connaissance d'un journaliste qui n'est pas bolchewick, pas même socialiste, mais qui a montré parfois un grand courage et une impartialité peu commune dans la Suisse Romande : Jean Debrit, spontanément m'offrit de collaborer à la *Guerre Mondiale*. Ayant gardé pendant une année un silence imposé par la censure tyrannique de la République, j'accueillis avec joie cette offre généreuse, et dans les articles que je publiai dans cet organe, je m'efforçai de mettre à jour les esprits qui dans tous les pays belligérants et tout particulièrement en France et en Allemagne n'avaient pas abdiqué, et j'y notai aussi scrupuleusement que possible le mouvement d'opposition à la guerre.

On sait avec quelle rage folle fut attaqué Romain Rolland, non seulement en France, mais dans la Suisse Romande. Le 11 novembre 1915, je faisais à la Salle Centrale de Genève une conférence et quelques jours après, je publiai ma brochure : *Pour Romain Rolland* dont l'éditeur entreprenait, à ses risques, la gestion de la revue *demain*, pages et documents.

Je ne veux pas énumérer ici les conférences et discours qu'il me fut donné de prononcer ; je rappellerai seulement que toutes mes conférences non politiques ont eu pour objet d'exalter l'œuvre de génies modernes, que les nationalistes de France eux-mêmes ont loué sans d'ailleurs les connaître. C'est ainsi que le 10 mars

1916, dans la Salle de l'Athénée, je célébrai le magnifique précurseur des lettres belges : Charles de Coster, Til Ulenspiegel et l'indépendance de la Belgique; le 12 décembre 1916, avec mon ami A. Lunatcharsky, aujourd'hui Commissaire du Peuple à l'Instruction publique, je conférenciai sur Emile Verhaeren [1], et le 29 novembre 1917, je tentai de caractériser Rodin et l'art français [2]. Si j'avais prononcé l'éloge public de quelque écrivain allemand, on m'aurait sans aucun doute dénoncé et traité de germanophile ou de pangermaniste; ceux qui me critiquent systématiquement m'en ont voulu de glorifier l'œuvre de grands et indiscutables artistes, et ils m'ont appelé « maquilleur de cadavres! » [3]

demain naquit vers la fin de janvier 1916. A l'origine je voulais instituer une sorte de laboratoire où devait s'exercer la libre recherche et où étaient conviés les techniciens de toutes sortes, soucieux de l'établissement d'une paix durable, et cela va de soi, j'ambitionnais de défendre et de faire défendre le vaste et beau territoire de la pensée abandonné à l'ennemi nationaliste par les intellectuels. La revue *demain*, on peut le dire, est l'enfant du temps; elle a été conditionnée par les faits et par les circonstances.

---

[1] Cette conférence a été publiée *in-extenso* dans *demain* (nos 11-12, novembre-décembre 1917).

[2] Les lecteurs en trouveront le texte intégral dans *demain* (n° 23, mars 1918).

[3] Chose à noter : les organes qui ont rendu compte des meetings où j'eus l'occasion de prendre la parole et qui déformèrent complètement la pensée que j'y exprimais, comme par hasard ont fait le silence le plus entier sur mes conférences littéraires.

Son programme un peu imprécis d'abord, ne tarda pas à se déterminer avec netteté, grâce aux nombreux collaborateurs qui m'ont prêté efficacement leur aide précieuse et lui ont imprimé une direction radicale et ferme. Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal ont heureusement influencé le cours de son développement et elle devint bientôt un des principaux organes du zimmerwaldisme, ce qui ne l'empêcha pas de publier des pages écrites par des hommes indépendants que réunissait leur commun amour de la liberté, et l'hostilité à tous les gouvernements impérialistes et capitalistes.

Je me suis d'ailleurs inspiré de deux exemples illustres : le *Labour Leader,* organe de l'*Independent Labour Party* transformé dès les premiers mois de la guerre et qui donna l'hospitalité à quelques Anglais libres et valeureux, tels que E. D. Morel et Bertrand Russel ; la magnifique revue *Liotopis* où Maxime Gorki a réuni des écrivains et des publicistes ayant le souci de la liberté et fermement internationalistes. Les événements m'obligèrent à donner une importance capitale aux problèmes sociaux et politiques et les questions d'ordre artistique et littéraire ont été reléguées à l'arrière-plan. Mais lorsque sur des bases nouvelles et solides se reconstruira peu à peu la société nouvelle, l'art et la littérature seront moins sacrifiés, et les romanciers et les poètes auront à leur disposition un cadre plus large.

Français internationaliste, c'est tout particulièrement l'impérialisme de l'Entente que j'ai critiqué et c'est cela qui constitue mon « défaitisme ». Dans les

deux lettres qu'il adressa au tribunal de la Kommandantur de Berlin, Karl Liebknecht écrivait: « Ma politique est une politique internationaliste, elle prescrit le même devoir que celui que, moi, je remplis contre le gouvernement et les classes gouvernantes allemandes, aux socialistes des autres pays belligérants qui devraient adopter cette même conduite vis-à-vis de leur gouvernement et de leurs classes gouvernantes... Il [le socialiste internationaliste] combat le capitalisme international au nom du socialisme international, il le frappe là où il le trouve et où il peut lui porter un coup sensible, *cela veut dire : dans son propre pays*... Dans chaque pays — et en Allemagne aussi — il se trouve assez de démagogie éhontée pour l'obliger à consacrer toute sa force à la lutte contre son propre gouvernement, afin d'éviter tout au moins les conséquences les plus néfastes d'une confusion créée par cet état de choses... » Et le professeur Nicolaï, l'auteur de l'admirable *Biologie de la guerre* qui, à cause des opinions qu'il professait, fut condamné à six mois de prison par le gouvernement allemand, déclara en tête de son livre que bien qu'à son sens tous les peuples ont leur part de responsabilité dans la guerre présente, il n'entendait s'occuper que de celle de l'Allemagne; c'est aux penseurs des autres pays qu'il convient de faire à son exemple maison nette, chacun chez soi. Telle est la tactique que j'ai appliquée dans *demain*.

Aussi bien, je mets quiconque au défi de découvrir dans les cahiers dont se compose *demain* une seule ligne où soit justifié, défendu l'impérialisme allemand. Par contre, on y trouvera des articles sur Liebknecht

et la magnifique défense de Fritz Adler, un article de Romain Rolland sur le professeur Nicolaï, le manifeste des social-démocrates sur la « libération de la Pologne » par les Puissances centrales, et diverses articles ou chroniques d'Henriette Roland-Host, de Kameneff, etc... qui sont loin d'être favorables à l'impérialisme allemand. J'ai mené d'ailleurs contre les social-patriotes et social-impérialistes d'Allemagne, une offensive aussi résolue et aussi véhémente que contre les renégats français, ce qui me fut reproché par Herman Wendel dans la *Chemnitzer Volkstimme*[1]. J'ai critiqué également l'action des opportunistes du centre (Haase, Ledebour) comme étant insuffisamment radicale et internationaliste. Dans un petit livre paru au cours de l'automne 1917, *Du Champ des Horreurs*, j'eus soin de représenter et de magnifier deux héros de l'Internationale : Karl Liebknecht et Fritz Adler.

Le fait que *demain* a défendu le programme de Zimmerwald est une preuve absolue de germanophilie pour la plupart des journalistes superficiels qui obéissent docilement au mot d'ordre transmis par les gouvernements et qui, j'ai pu m'en convaincre, n'ont jamais lu aucune ligne des manifestes et des résolutions de Zimmerwald et de Kienthal.

C'est à Zimmerwald que vit le jour la formule aujourd'hui fameuse que proclama solennellement la Révolution russe : *La paix sans indemnités ni annexions*. Zimmerwald signifie la régénération de l'Internationale, le rejet de toute participation à la guerre impérialiste ou capitaliste, la remise en honneur de la lutte de classe à laquelle les social-patriotes devenus

---

[1] 27 juin 1916

ministres, fonctionnaires, censeurs, agents d'espionnage et contre-espionnage, mouchards, policiers, bandits, ont préféré l'hypocrite *Union sacrée* ou trêve des partis. Grimm fut un des organisateurs des conférences et on lui confia le poste de président de la Commission Socialiste Internationale. En envoyant un télégramme au Conseiller fédéral Hoffmann, Grimm n'a commis aucun crime [1]. Nous, révolutionnaires internationalistes, nous seuls pouvons lui reprocher une faute de tactique, mais nous connaissons sa probité et il n'appartient pas aux jusqu'aux boutistes, aux francophiles, aux social-patriotes, aux opportunistes de jeter la pierre à un homme qui consacra une large part de son activité au mouvement formidable qu'est Zimmerwald. Grimm n'a pas manipulé des millions allemands, et il n'est, à aucun titre, « un agent avéré » [2].

J'eus l'occasion de voir confidentiellement un rapport d'une fantaisie imbécile rédigé contre moi. J'y suis désigné comme un agent du prince Tattenbach, qui aurait été l'organisateur de Zimmerwald ! Après la conférence de Kienthal, je fus cuisiné mal habilement d'ailleurs par un agent du gouvernement français, qui tâcha de savoir quel homme politique était derrière Zimmerwald : était-ce un Allemand ou un Français, pour tout dire était-ce Caillaux ou Bülow. Ces gens sont incapables d'imaginer que des socialistes-internationalistes puissent se rencontrer pendant la guerre, sans être des agents stipendiés de

---

[1] Depuis l'acceptation de la paix de Brest-Litovsk, la faute de Grimm est singulièrement diminuée — du point de vue zimmerwaldien.

[2] *Mercure de France*, 1er février et 15 mars 1918, Louis Dumur.

tel ou tel gouvernement. Accomplissant une besogne malpropre bien payée, faisant fi de leur conscience, sans aucune hésitation ils jugent les autres hommes à leur mesure. De là ces rapports, ces articles, ces reportages aussi bêtes que criminels.

Les zimmerwaldiens ont été autant persécutés en Allemagne qu'en France et on sait qu'un grand nombre des délégués des groupes minoritaires se virent refuser leurs passeports, lors de la conférence de Kienthal.[1] Un internationaliste conséquent qui fut chassé du *Vorwärts* par les social-patriotes protégés par les autorités militaires, et qui, malgré son état de santé précaire, passa plusieurs mois en prison, Dr E. Meyer, fut dans l'impossibilité de m'envoyer des articles qu'il avait bien voulu me promettre. Le 10 février dernier, Clara Zetkin m'exprimant sa sympathie pour l'œuvre que j'avais entreprise, m'annonçait l'envoi d'un article que je n'ai jamais reçu, car je suis autant « favorisé » par la censure allemande que par la française. Pour avoir publié dans *demain*[2] une lettre ouverte à Romain Rolland où il s'exprimait avec quelque liberté, un zimmerwaldien turc, Saddredine Djelal fut révoqué de ses fonctions de directeur de l'Ecole Normale d'Adana[3].

Il m'eut été facile de publier dans des journaux allemands des études et des articles où j'aurais exprimé librement mes idées. J'ai été sollicité par la rédaction

---

[1] Sur 16 délégués, 4 seulement purent passer la frontière.

[2] N° 14, juin 1917.

[3] On trouvera dans *demain* (n° 22, février 1918), la lettre du recteur de Constantinople, menaçant Saddredine Djalal de révocation en cas de récidive. Malgré la teneur de cette lettre, il fut révoqué.

d'un grand quotidien et celle d'un important organe littéraire de collaborer sous la forme que je voudrais. En acceptant je n'aurais rien fait que pût me reprocher ma conscience. J'ai refusé néanmoins, et en agissant de la sorte j'ai fait quelques concessions, j'en conviens, aux préjugés courants. Le seul journal où j'aie consenti à collaborer est l'*Arbeiter-Politik*, organe des groupes d'opposition de Brême et de Hambourg, lesquels ont refusé d'adhérer au parti des Socialistes Indépendants, lors de la constitution de ce parti à Gotha [1] — ne voulant pas s'allier aux socialistes-pacifistes ni aux opportunistes.

Quant à la collaboration des bolchewiki et internationalistes russes et plus spécialement celle de Lénine, de Trotsky, de Lunatscharsky, de Balabanoff, de Radek, je m'en glorifie et me flatte qu'il m'aient témoigné depuis longtemps leur confiance.

J'ai eu plaisir aussi à publier dans *demain* plusieurs écrits décisifs du traître « Morel », le courageux secrétaire de l'*Union of Democratic Control*, auquel le gouvernement britannique qui lutte pour le droit et la liberté infligea six mois de prison dans les circonstances que l'on sait. [2]

Les Allemands qui ont apporté leur contribution à *demain*, tous sans exception ont pris position contre la guerre : Hasenclever, Stefan Zweig, Schmidtbonn, Latzko, Ehrenstein, etc. . . . et si j'ai donné un poème inédit de Richard Dehmel : *Rappel*, c'est parce que je

---

[1] Depuis plusieurs mois l'exportation de ce journal dont les tendances représentent la gauche de Zimmerwald est défendue par le gouvernement allemand.

[2] Voir à ce sujet *demain* (N° 20, décembre 1917).

voulais opposer à l'attitude actuelle du poète allemand les idées qu'il exprimait avant la guerre dans cette courte pièce écrite en français. Aussi bien la *Neue Zürcher Zeitung* me blâma d'avoir reproché à Dehmel sa défection.

On a voulu aussi faire passer *demain* pour une revue rédigée par des déserteurs, des anarchistes, des indésirables, et certains organes ont même été jusqu'à dire que *demain* était une véritable agence de désertion et d'espionnage. Or, le seul article que j'aie jusqu'à ce jour publié d'un « insoumis » est dû à un jeune zimmerwaldien français qui pour des raisons de conscience refusa le service militaire et exposa aux lecteurs de la revue les raisons de sa détermination spontanée et virile. [1]

J'ai accueilli cet article au même titre qu'un fragment du « journal d'un grand blessé » rapatrié, Maurice Wullens, instituteur, qui reçut la croix de guerre avec une citation extrêmement élogieuse. Wullens, qui a vu la guerre, les soldats allemands, et les camps d'Allemagne, a conservé intacts ses sentiments d'humanité et a maintenu son internationalisme. Il a déclaré : « Je possède ma citation à l'ordre du jour, ma croix de guerre, je ne la porte jamais. » [2]

On m'a reproché d'avoir mérité souvent les éloges de la presse allemande. De ce fait, je ne tire aucune vanité et n'éprouve aucune honte. Mais qu'on

---

[1] *demain* (N° 18, octobre 1917) : J. P. Samson : Pourquoi je suis insoumis. — Je ne rougis nullement des rapports amicaux que j'entretiens avec des réfractaires pour raison de conscience, et j'apprécie l'œuvre généreuse entreprise par *les tablettes*, et en particulier par son vaillant rédacteur Claude Le Maguet.

[2] *demain* (N° 16, août 1917, Maurice Wullens : Dans la Mélée.)

prenne garde que les organes pangermanistes ne m'ont pas accablé de leurs compliments et que ce sont des journaux libéraux ou des périodiques littéraires qui se sont intéressés à la revue, à mes écrits, et à mon action contre la guerre. Je ne crois pas avoir jamais été cité par la *Gazette des Ardennes* et je n'ai pas eu l'honneur d'être reproduit comme le sont fréquemment dans cette feuille de propagande allemande MM. Georges Clemenceau et Gustave Hervé.

On a dit également que la revue *demain* était répandue à profusion dans toute l'Allemagne. [1] Ceci est tout simplement faux. Le nombre des exemplaires pénétrant en Allemagne est extrêmement limité et son introduction est interdite dans un grand nombre de régions. Ne serait-on pas alors en droit de reprocher à M. Maurice Barrès la diffusion de sa « pensée » en Allemagne tant par ses œuvres publiées que par ses articles insérés dans l'*Echo de Paris*, journal qui, avec d'autres organes tels que le *Matin* et le *Temps* a cette bonne fortune d'être en vente dans les principaux centres d'outre-Rhin. Je peux assurer mes diffamateurs que la revue *demain* est bien moins répandue que ne le sont en France le livre *J'Accuse* et autres ouvrages publiés par les Allemands « républicains » et « démocrates » qui ne sont que des frondeurs et des mécontents. [2] D'autre part, un éditeur de Berlin, très entreprenant et qui n'est pas pangermaniste, m'ayant offert d'être

---

[1] *Echo de Paris, Humanité.*

[2] Ces Allemands ne sont rien moins qu'internationalistes et font l'éloge de Balfour, Clemenceau, Pichon, tandis qu'ils traitent d'agents allemands les internationalistes russes, italiens et français. L'un d'eux faisait il y a quelques années des démarches pour entrer à la maison Krupp ! C'est ainsi qu'il voulait servir la France !

dépositaire de *demain* et m'ayant présenté des conditions très intéressantes à tous points de vue, je n'y acquiesçai point, parce que je ne voulais pas que *demain* se trouvât dans cette situation paradoxale d'être interdite rigoureusement en France et de bénéficier d'une ample diffusion en Allemagne.

Certains ont eu l'audace d'affirmer que le gouvernement allemand la protégeait, la subventionnait ! . . . Je rappellerai que la *Deutsche Tageszeitung* a écrit de Dittman qu'il était payé par l'Entente et qu'il y a quelque temps à la Chambre des Députés de Bavière deux députés ayant questionné le ministre de l'Intérieur sur le fait que lors des arrestations opérées à Munich les rapports policiers confectionnés contre certains grévistes portaient la mention « origine juive », le ministre de l'Intérieur déclara que cette mesure n'était pas provoquée par quelque antisémitisme, mais avait simplement pour but de faire savoir à l'opinion publique d'où venaient les meneurs : « Ce ne sont pas, affirma le ministre, les ouvriers du pays mais des étrangers qui ont mis en branle la grève à Munich. » Lorsque les grèves de Berlin (janvier 1918) furent discutées au Reichstag, le secrétaire d'Etat Wallraf soutint que les grèves allemandes avaient été organisées à l'étranger et par l'étranger. Enfin, c'est Fritz Adler qui énonça devant ses juges : « *Cependant moi et mes amis d'Allemagne nous sommes aussi peu les complices de l'Entente, que nos amis de France, de Russie, de Roumanie et d'Italie qui sont restés fidèles à l'Internationale sont complices des Puissances Centrales.* »[1]

---

[1] Un de mes amis, l'écrivain autrichien Stefan Zweig, dont un poème dramatique *Jeremias* a été représenté à Zurich, vient d'être dé-

J'en arrive aux accusations les plus lourdes — dont les principaux porte-paroles ont été le directeur de l'*Action Française:* M. Léon Daudet et le Sénateur de la Guadeloupe, directeur de *Paris-Midi*, du *Siècle*, et de l'*Action:* M. Henry Bérenger. A en croire ces deux forbans du journalisme, j'aurais obtenu mon passeport grâce à l'intervention de Miguel Almereyda et de Malvy, — auquel le gouvernement allemand m'aurait réclamé. J'aurais été l'homme de confiance du Prince de Bülow avec qui j'eus des entrevues auxquelles assista l'ex-Conseiller Fédéral Hoffmann, à Evian, à Lucerne et à Berne. J'aurais fait de fréquents séjours à Paris et j'aurais voyagé avec de faux papiers au nom de James Burckley et de Lefebvre. Enfin, étant à la solde de l'Allemagne, sur un mot d'ordre venu de Berlin, j'aurais préparé les mutineries militaires et participé au mouvement bolchewik! Lorsque la guerre sera terminée, les lecteurs qui auront la curiosité de relire ces quelques pages, souriront et se demanderont pourquoi je me suis donné tant de peine à réfuter une argumentation aussi peu fondée et aussi stupide. Eh bien, qu'ils apprennent ici que toute la campagne de MM. Léon Dau-

---

noncé comme *défaitiste* dans la *Frankfurter Zeitung* par un « publiciste » Norbert Jacques, qui ressemble comme un frère à nos journalistes-policiers. Zweig est accusé d'être en relations avec le chef de la propagande américaine en Suisse!

D'autre part, certains organes allemands ont annoncé erronément la création prochaine d'un bureau de « propagande maximaliste » à Zurich, bureau dont je serais l'un des principaux collaborateurs. Les journaux français (*le Temps* en particulier), ont reproduit l'information. Mais tandis que la presse allemande voyait dans cette « propagande maximaliste » un instrument aux mains de l'Entente, la presse française, une fois de plus, dénonçait l'Allemagne!

det et Bérenger, de l'*Intransigeant*, de la *Liberté*, et autres journaux capitalistes ont été basées sur des rapports policiers créés de toutes pièces et rédigés par des êtres malfaisants, sordides et puants, mais que ces rapports constituent la base de l'instruction judiciaire qui est ouverte aujourd'hui contre moi.

Libéré de tout souci militaire, grâce à l'intervention de Romain Rolland, je fus appelé au service de la Croix-Rouge de Genève (Agence Internationale des prisonniers). Muni d'un télégramme et d'une lettre du docteur Ferrière, chef du Bureau civil de la dite Agence, je sollicitai mon passeport. Pour l'obtenir il me fallait l'autorisation du gouverneur militaire de Paris, et cette autorisation ne pouvait m'être accordée que moyennant une pièce délivrée par mon bureau de recrutement, attestant que j'étais dégagé de toute obligation militaire. Les choses traînèrent en longueur, mon bureau de recrutement ayant été transféré par suite de l'occupation allemande. Comme je me plaignais de ce retard à un de mes amis, celui-ci me proposa d'en parler à son frère, ami d'Almereyda. J'ai vu deux fois seulement Almereyda avant la guerre, et les rapports que j'eus avec lui furent nettement inamicaux. Le directeur du *Bonnet Rouge* ne m'a jamais pardonné certain portrait sévère que j'ai esquissé de lui et son ralliement enthousiaste à la « guerre du droit » ne contribua pas à diminuer mon antipathie. C'est ce que je fis remarquer à mon ami, observant que je ne voulais pas demander un service à quelqu'un qu'en dépit de l'*Union Sacrée*, je considérais comme un adversaire. Mon ami voyant mon embarras répliqua : « Même si vous n'acceptez pas, je ferai le nécessaire ». Quelques jours après

je revis mon ami qui me déclara : « Almereyda a dit : Il y a un seul homme pour qui je ne ferai jamais rien : c'est Guilbeaux — et qu'il s'estime heureux si je ne fais rien contre lui. » Après quelques semaines d'attente je recevais comme quiconque, le passeport que j'avais sollicité [1].

A l'époque où je collaborais à l'*Assiette au Beurre* je pris le pseudonyme de James Burckley. Un littérateur embusqué à la police ou à la censure, ou plus simplement un homme de lettres dénonciateur, par vengeance, m'aura sans doute accusé de m'être rendu en France à l'aide de papiers au nom de James Burckley. Quant à Lefebvre, c'est le nom d'un minoritaire français avec qui j'ai correspondu et dont il fut question dans la correspondance que je pus adresser à mes amis français. Un des nombreux hommes « intelligents » préposés à la censure postale aura probablement, fier du service incomparable qu'il rendait à la République, rédigé un rapport expédié aussitôt à la Police.

Prétendre que j'ai été le protégé de Malvy qui selon M. Daudet m'aurait même fourni une partie des fonds nécessaires à ma propagande défaitiste! — est tout bonnement absurde. Je n'ai eu aucune relation directe ou indirecte avec MM. Malvy et Joseph Caillaux que j'ai combattus au même titre que les social-patriotes et les minoritaires conduits par M. Longuet et qui sont les plus zélés coadjuteurs de l'impérialisme et de la contre-révolution. Pour que chacun puisse se con-

---

[1] La fable relative à mes relations avec Almereyda a été réduite à néant par Le Maguet dans *les tablettes* (décembre 1917) et par Jean Roule dans le *Journal du Peuple* (30 mars 1918).

vaincre en quelle estime je tiens l'un et l'autre de ces deux soi-disant républicains, qu'on me permette de reproduire la pensée que j'ai exprimée sur eux :

« Afin de témoigner son courage et sa foi, M. Joseph Caillaux, lors d'une réunion du Comité exécutif de son parti, le parti radical, fait une déclaration d'une incroyable lâcheté. Prenant la parole au sujet d'un projet de manifeste aux républicains russes, l'ancien président du Conseil, sous la menace de la Haute Cour et du tribunal militaire s'écrie : « Il importe que l'adresse soit particulièrement vigoureuse contre les bolcheviki, qui ont trahi la France au bénéfice de l'Allemagne et qui signent avec elle en ce moment, une paix de trahison. » Ainsi donc, le contre-révolutionnaire modéré Joseph Caillaux, accusé par le contre-révolutionnaire intégral Georges Clemenceau d'être un agent de l'Allemagne se défend en accusant lui-même les révolutionnaires russes d'être des agents de l'Allemagne ! Tel est l'homme que les pacifistes honteux et les forbans du social-patriotisme et de l'opportunisme défendent et portent au pinacle !

« Nous, socialistes internationalistes zimmerwaldiens, nous défendrons toujours, quel qu'il soit, l'homme attaqué injustement par les contre-révolutionnaires. C'est dans ce sens que nous répudions et dénonçons l'offensive du dictateur Clemenceau et des militaristes français. Mais nous dénonçons à son tour M. Joseph Caillaux, l'homme de confiance des financiers, partisans des tractations économiques et coloniales et des « socialistes » qui aspirent à la reconstitution du « bloc républicain » et à qui le souci de l'avenir de leur carrière politique est le commencement du renoncement au socialisme international . . . » [1]

« . . . Un peu tard, les social-patriotes et les opportunistes s'en aperçoivent, et de la façon la plus théâtrale et la plus mélodramatique ils défendent parlementairement la République et dénoncent le péril de la réaction. Et voici qu'ils s'accrochent à M. Caillaux, représentant d'une oligarchie financière, pacifiste honteux, impérialiste inavoué, qui durant toute sa vie politique approuva le programme impérialiste et les efforts expansionnistes et colonialistes de la monarchie finan-

---

[1] *demain* (N° 21, Janvier 1918, pp. 155-156).

cière qu'on appelle officiellement République Française, — votant les crédits de concert avec les renégats du socialisme et accordant sa voix aux divers gouvernements qui se sont succédés. Quant à Malvy, second de Caillaux, prototype du politicien de la Troisième République, ignorant, paresseux, fort adroit au poker et enclin à la noce, aidé à la fois par son bon-garçonnisme cadurcien, la franc-maçonnerie et la *Dépêche de Toulouse* — journal dont l'influence est grande dans tout le Midi et dirige les élections — il a été le plus terrible ennemi de la classe ouvrière. Par sa manière douce, sa corruption, ses sursis d'appel accordés à Jouhaux et autres jocrisses, il a tempéré, modéré, ralenti le révolutionnarisme de la masse et a pratiqué la plus spongieuse des politiques.

« Mais les boutiquiers, les maquignons, les épiciers et les soldeurs du parti socialiste, les scribes vaniteux et bêtes de la bureaucratie électorale, les partisans les plus résolus de l'assiette au beurre, nous disent d'un air béat : « Caillaux s'est prononcé pour la *Société des Nations* » — et ils répètent leur idiote litanie sur la *Société des Nations*, sur le message de paix du président Wilson et développent les sirupeux thèmes pacifistes.

« Les plus audacieux d'entre eux vous coulent à l'oreille : « Caillaux, mais c'est la paix, c'est la transformation de notre système d'alliance. Caillaux est partisan d'une entente avec l'Allemagne et son plus grand désir est de nous séparer de l'Angleterre ». Nous ne voulons pas d'orientation « nouvelle » dans la politique extérieure, nous refusons toute transformation d'alliance. Nous sommes les ennemis jurés du *balance of power*, cette lamentable politique d'équilibre européen qui nous a conduit à cette guerre. Nous voulons une entente avec tous les peuples et nous exigeons la suppression des alliances dirigées contre un autre groupement de puissances, et à ce titre comme à d'autres, nous combattrons M. Caillaux qui nous intéresse moins que Lénine, Liebknecht et nos camarades zimmerwaldiens français incarcérés.... »[1]

Il est exact par contre que j'ai demandé le 22 mai 1917 au Consul Général de France à Genève un passe-

---

[1] *demain* (N° 22, février 1918, pp. 219, 220).

port pour me rendre à la IIIe Conférence de Zimmerwald qui se tenait à Stockholm, ainsi qu'à Petrograde afin d'y visiter mes amis russes. En sollicitant ce passeport j'insistai pour que l'on m'accordât des garanties m'assurant libre passage par la France au retour aussi bien qu'à l'aller. Le 18 juin suivant, le Consul Général m'informait que le passeport avec garanties de retour m'était refusé. L'*Action Française* publia en son temps une petite note tendancieuse inspirée par un des « agents » du Consulat Général de France ou de la préfecture de Police.

Le fait le plus grave qui me soit imputé est d'avoir organisé des mutineries militaires sur le front. MM. Léon Daudet et Bérenger — c'est-à-dire, en dernière analyse, les policiers « patriotes » qui les ont renseignés, en ont trouvé la preuve irréfutable, implacable, dans le fait que j'aurais annoncé *par avance,* avec une précision mathématique les rébellions qui se sont produites. Bien entendu j'aurais organisé ces émeutes sur l'ordre de mes « patrons », le Kaiser, Hindenbourg et l'inévitable Prince de Bülow. C'est pour moi la chose la plus aisée du monde de réfuter ces assertions fantaisistes, publiées par des gens qui n'ont pas lu attentivement la revue à moins — et la chose est fort possible — qu'il n'aient altéré sciemment le sens de ce que j'écrivis sur les événements en question. Si je suis bien renseigné, les mutineries ont éclaté dans le courant de mai 1917. La revue *demain* paraît officiellement le 15, mais en réalité elle sort des presses avec un retard habituel de dix jours. Dans le cahier de mai, au cours d'un article intitulé *La Révolution Russe et la Paix,* je montrais l'influence produite en France par

la Révolution Russe et je signalais les manifestations contre la guerre, contre le capitalisme, pour la Révolution universelle, que la presse dissimula soigneusement. Je citais des extraits des feuilles volantes distribuées à Paris, entre autres le passage suivant :

« Le jour de la délivrance universelle approche. Aucune goutte du sang des peuples ne doit être perdue, elle doit se transformer en énergie révolutionnaire, en haine farouche contre le régime de massacre, contre le capitalisme. Partout les peuples révoltés doivent se débarrasser de leurs gouvernements de classe pour mettre à leur place les délégués des ouvriers et des soldats passés au peuple. La révolution russe est le signal de la révolution universelle, et la révolution universelle assurera le succès définitif de la révolution russe et à la guerre mondiale doit répondre la révolution mondiale »[1]

Dans le cahier de juin, je relatai des faits d'une authenticité certaine et j'écrivis : « Malgré tout ce que l'on peut dire — et je ne crains aucun démenti — le front est gagné par l'esprit révolutionnaire... » L'article fut inséré dans le cahier qui parut entre les 24 et 28 juin ; il avait été rédigé exclusivement d'après des renseignements que j'avais reçus par une lettre datée du 11 juin 1917. Lorsque me parvint cette lettre, que j'ai conservée et qui est en lieu sûr, je la communiquai à mon camarade de parti, Charles Hubacher, secrétaire de la Fédération romande des ouvriers sur métaux et rédacteur de la *Nouvelle Internationale*, organe des socialistes internationalistes de Genève. Si je ne craignais pas de révéler son auteur, j'en publierais ici le fac-similé. Les gens qui m'accusent possèdent une bien misérable intelligence; en effet, si j'avais été l'ins-

---

[1] *demain* (N° 13, mai 1917, p. 4).

tigateur des mutineries, je me serais bien gardé de les divulguer avant qu'elles ne se soient produites. Mais on comprend les motifs qui ont poussé de malfaisants journalistes policiers à inventer ces légendes : étant le provocateur de cette poussée révolutionnaire, je suis manifestement inspiré par l'Allemagne, donc les mutineries ont été en dernière analyse provoquées par l'Allemagne; cela permet ainsi de dénoncer aux ouvriers, aux soldats, au peuple, lorsqu'après de longs mois ils sont mis au courant des faits par les discours prononcés au Parlement, le « vaste complot défaitiste » de l'Allemagne. Qu'on se rappelle les incidents tout récents : l'histoire fameuse des placards de St-Etienne et de Paris. Sachant, grâce à son service d'espionnage qu'un mouvement ouvrier d'importance était en voie d'élaboration, témoins les ordres du jour nettement révolutionnaires votés par les syndicats et les groupements corporatifs, le gouvernement républicain par la presse où selon la formule de notre camarade Merrheim « tant de Casella se cachent sous le masque de journalistes », fait annoncer à grand fracas qu'une vaste organisation défaitiste allemande vient d'être découverte, et l'on s'efforce au moyen d'un ample système d'agents provocateurs et d'une abominable campagne de presse de discréditer aux yeux de l'opinion publique le mouvement ouvrier.

Dans la *Vérité* du 25 mars, Merrheim a révélé que dans les premiers jours de février le dictateur Clemenceau, recevant une délégation du groupe socialiste parlementaire, avait laissé entendre que j'étais un agent allemand et que j'avais comme mission d'envoyer dans certains milieux de province des agents

munis d'argent et chargés de créer des troubles révolutionnaires. M. Renaudel — l'homme à tout faire de tous les gouvernements de guerre — qui faisait partie de la délégation, répétait la chose, avec mystère, et parvint à convaincre presque de la « vérité gouvernementale » un certain nombre de minoritaires. [1]

C'est la méthode fort en honneur au sein des gouvernements capitalistes décadents. Mais ces procédés ignobles ne servent à rien et tôt ou tard — plus tôt qu'on ne le pense — le prolétariat français, comme le prolétariat allemand répétera le geste magnifiquement historique du peuple russe.

Je ne crois pas nécessaire de réduire à néant de prétendues « preuves » selon lesquelles je serais coupable d'avoir entretenu des « intelligences avec l'ennemi ». Un Suisse, au service de l'impérialisme français, M. Louis Dumur, reprenant une argumentation des social-patriotes francophiles de Genève m'a reproché de vivre dans un luxueux appartement, de jouir d'un ascenseur et d'une salle de bains. M. Dumur et ses congénères, qui sont des policiers, mais en vérité bien médiocres! peuvent s'informer auprès du régisseur de l'immeuble où j'ai élu domicile. Qu'ils apprennent que je jouis également du chauffage central — lorsque l'arrivage du charbon le permet! — et, horreur! d'un téléphone! En revanche, ces messieurs ne trouveront pas chez moi un salon dont s'énorgueillissent communément les petits bourgeois leurs

---

[1] Averti par un camarade « minoritaire », j'envoyai le 13 février un télégramme à M. Georges Clemenceau, pour protester et demander la publication immédiate des soi-disant documents. (Voir *demain*, n° 22, février 1918).

frères; je mets l'hygiène au-dessus du luxe et c'est pourquoi je préfère la salle de bains au salon. Et puisque certains de mes censeurs ont même été jusqu'à détailler ma manière de me vêtir, je répondrai à ces pions qui confondent goût et luxe qu'une cravate monochrome ne coûte pas plus cher qu'une cravate tricolore, fût-elle bleu, blanc, rouge ! Si j'enregistre ces petits détails, c'est afin de montrer aux lecteurs impartiaux de quelle manière ils ont été prévenus contre moi par une presse plus idiote qu'immonde, et à quels moyens ont eu recours le ban et l'arrière-ban des larbins, des palefreniers, des boueux du jusqu'auboutisme et de la contre-révolution.

Mais à quoi bon se justifier ? Lorsqu'on veut pendre un homme, tous les prétextes sont bons. Dans l'*Action Française* du 24 février 1918, l'allié de Léon Daudet, Charles Maurras, qui a perdu depuis plusieurs années toute intelligence s'il a encore conservé jusqu'à ce jour certaine facilité et distinction d'écriture, réclamait des sanctions contre le député socialiste Poncet. En quelques mots, voici sur quoi s'appuyait la requête du Camelot du Roy : Le député Poncet, rédacteur à l'*Humanité*, a été élu grâce à elle. L'*Humanité* a reçu vingt mille marks de la Sozial-démocratie allemande. D'autre part, M. Poncet a dessiné une affiche destinée à faire campagne contre la folie des armements. Poncet a donc fait du défaitisme et il a été payé par l'Allemagne, et comme le note Charles Maurras, peu importe l'objection : « c'était avant la guerre... »

Enfin, on n'a pas oublié la lettre du plus grotesque d'entre les grotesques parlementaires, Pugliési-Conti, l'élu des gens de maison où se recrutèrent les pires

anti-dreyfusards et les plus sordides d'entre les politiciens de la *Patrie Française.* Dans sa lettre, ce franc réactionnaire demandait des poursuites contre Jean Longuet, cet autre minoritaire coupable d'avoir fondé *Le Populaire,* journal ayant parmi ses collaborateurs des social-démocrates allemands, agents du Kaiser (c'est de Karl Liebknecht que voulait parler le député macaroni!) Pauvre Jean Longuet, prototype de l'opportuniste, qui concilie défense nationale et internationalisme, vote à la demande de MM. Viviani, Briand, Ribot, Painlevé et sous la menace du fouet de M. Clemenceau, les crédits nécessaires à la guerre impérialiste et annexionniste, faite par la monarchie financière![1]

---

[1] J'ai attaqué moi-même, à plusieurs reprises l'impérialisme allemand et je souhaite de tout cœur la révolution en Allemagne — mais la révolution socialiste et non pas une révolution *made in England.* —

A ceux qui m'accusent d'être « payé » par l'Allemagne, je répondrai que jamais, pour tous les millions du monde, je ne consentirai à faire quelque concession que ce soit aux principes qui me sont chers. En plusieurs circonstances, j'ai refusé de sérieux appuis financiers qu' « honnêtement » j'aurais pu accepter. Je ne suis ni à vendre ni à louer.

A titre documentaire, et parce que c'est un fait strict, je n'ai jamais collaboré au *Bonnet Rouge* ni au *Paris-Genève.*

L'hostilité à laquelle j'ai été en butte commença à se manifester presque aussitôt que je fus arrivé à Genève. La campagne fut menée simultanément par la presse et l'« Ochrana » française.

A peine eus-je fait ma conférence sur Romain Rolland que le journal le plus fougueusement et le plus aveuglément francophile de Genève : *La Suisse*, et la feuille austrophile que dirige à Paris le maître-chanteur Gustave Téry : *L'Œuvre*, me couronnèrent de leurs invectives. L'*Intransigeant* où s'abritent d'anonymes et lâches vibrions littéraires appuya ces attaques. Dès que parut *demain*, l'offensive, peut-on dire, fut générale et l'artillerie donna. Depuis la Révolution russe et surtout depuis mon inculpation, la presse contre-révolutionnaire de France renouvela son offensive et on mobilisa cette fois l'artillerie lourde.

C'est un fait remarquable que ce sont les organes prétendûment littéraires qui menèrent la lutte et que ce sont ceux que l'on est convenu d'appeler des *intellectuels* qui participèrent le plus vivement à cette agression.

L'explication en est fort simple. D'abord ces gens me considèrent comme un intellectuel regénat — quoiqu'il me répugne d'être appelé homme de lettres ou journaliste. D'autre part, ces « héros » accomplissent

actuellement une basse besogne de vengeance : ils ne me pardonnent pas la critique que j'entrepris bien avant la guerre de leurs mœurs aussi bien que de leurs œuvres. C'est pourquoi, s'imaginant représenter la France, ils déclarent impudemment que, parce que je les ai traités sans ménagement, j'ai dénigré, bafoué, insulté la France! De même, je fus traité de misérable et de mauvais Français parce que j'ai stigmatisé l'attitude des hommes politiques, des journalistes, des diplomates, des social-patriotes que je ne confonds pas avec le peuple français. J'estime le peuple dont je suis une unité, tout autant que les autres peuples. Il y a un *seul* peuple — lequel est exploité et opprimé par une *seule* caste l'association internationale de malfaiteurs que forment les divers gouvernements capitalistes et impérialistes. On a reproché à Lénine son mépris pour les intellectuels. Envers et contre tous ses détracteurs Lénine a raison. Les intellectuels sont des privilégiés. Au rebours des prolétaires, ils ont eu la chance de pouvoir développer leurs facultés et d'acquérir des connaissances variées. On conçoit fort bien qu'un ouvrier peu cultivé accepte sans contrôle les mensonges de la presse. Mais que des savants, que des professeurs, que des philosophes, que des hommes qui prétendent être l'élite d'un pays se soient ainsi prostitués depuis quatre ans, c'est la pire des ignominies. Et je n'établis aucune différence entre les intellectuels de tel ou tel pays. Mais, comme je suis Français et comme je connais la France mieux que tout autre pays, j'ai tenu pour une obligation de dénoncer la lâcheté, la servilité, l'inintelligence des intellectuels français. Par contre, j'ai tâché de révéler, d'exalter, de magnifier ceux d'entre

les intellectuels qui ont montré quelque dignité et ont travaillé avec persistance à maintenir l'idéal de fraternité universelle.

On a vu des romanciers, des nouvellistes, des poètes, s'improviser stratèges militaires, conseillers diplomatiques, et il s'est trouvé un nombre singulièrement élevé d'entre ces gens pour accepter les plus dégradantes besognes et les plus avilissantes missions; ils ont sollicité sans dégoût du service à la censure et à la police.[1]

Rien n'égale la stupidité des littérateurs. Leur âme dépasse celle du plus concierge d'entre les concierges. Leur ignorance, leur vanité et leur exhibitionnisme qui se traduit par un besoin effréné et constant de réclame sont proprement inimaginables.

L'étalon de ces intellectuels est M. Paul-Hyacinthe Loyson. Celui-ci fut de ces dreyfusards qui exploitèrent l'affaire Dreyfus à leur profit personnel. On le voit à cette époque venir chaque jour à l'*Aurore* apporter de la copie visqueuse et des œuvres de circonstance, supplier la rédaction pour que l'on insérât au moins l'un de ses pauvres papiers. Il s'entendait à flatter les jeunes, et j'ai conservé certaine lettre où le directeur des *Droits de l'Homme* m'invitait à lui envoyer un article sur moi! « Je me charge des adjectifs », ajoutait-il. Tous ceux qui ont suivi la politique française savent avec quelle fougue, avec quelle turbulence M. Loyson attaqua MM. Raymond Poincaré et Aristide Briand. « Poincaré, c'est la guerre », répétait-il obstinément. Il fut candidat radical-socialiste contre

---

[1] Charles Rappoport fut dénoncé comme défaitiste par un répétiteur du lycée Montaigne!

le rapporteur de la loi de trois ans. Dès le 4 août 1914, avec cynisme, il changea son fusil d'épaule et donna une explication bouffonne de ce qu'il appelle son *pacifisme martial*. La vérité, c'est qu'il vit dans la guerre un moyen de parvenir à la célébrité qu'il essayait de conquérir en vain depuis des années. Il confectionna une lourde compilation où il s'est attaqué à Romain Rolland pour se faire un nom. Il a multiplié ses tournées, ses conférences et ses articles de propagande. Personne ne le prit au sérieux, sauf quelques médiocres plumitifs et la « Maison de la Presse », annexe du ministère des Affaires étrangères qui l'emploie.

D'autres littérateurs moins agités que M. Loyson se sont distingués. Parmi eux le vindicatif M. André Salmon, qui n'oublie pas que j'ai découvert son esprit et sa méthode de commis-voyageur. M. Salmon débuta à la revue *Vers et prose*, périodique fondé et dirigé par Paul Fort et d'abord quémanda les suffrages des cénacles et des chapelles littéraires. Il fit du vers libre quand le vers-libre triompha et M. Salmon, qui ne manque pas de flair, fit du classique lorsque les plus notoires vers libristes et symbolistes — futurs académiciens — renoncèrent à l'instrument qu'ils avaient célébré et employé. M. Salmon flatta les célébrités. Il fit de la critique artistique et très habilement complimenta à la fois les pires académistes et les soi-disant novateurs du cubisme — lesquels d'ailleurs se rejoignent. Ami de cubistes, futuristes, simultanéistes d'outre-Rhin, fréquentant les cafés et les brasseries du Mont-Parnasse, il faisait la cour à ceux qu'il espérait pouvoir lui être de quelque utilité. M. Salmon, dès les premiers jours de la guerre, s'en-

gagea, voulant attester ainsi que, malgré ses origines sémitiques, il était un bon Français. Sa « campagne » terminée, il fut heureux de troquer son fusil contre la plume qu'il trempa dans le liquide le plus tricolore et le plus criardement nationaliste. A quelqu'un qui l'interrogeait, il avouait, parlant du front : « Il est bien plus facile d'y entrer que d'en sortir ! » Il n'est pas dans mes habitudes de pénétrer dans la vie privée des hommes, mais je trouve étrange que cet opiomane, cet esthète qui soumit sa vie matérielle à des influences que je ne veux pas analyser ici, me traite de décadent et affirme avec d'autres que mon amour monstrueux de l'Allemagne a sa source dans mon dilettantisme. Si je me suis un peu étendu sur ce littérateur, c'est que, à l'égal de M. Guillaume Apollinaire qui, par frousse, s'engagea et devint ensuite censeur, il représente ce que j'appellerai les apaches de la littérature, êtres sans conscience, éléments de corruption, représentants de la société en putréfaction pour laquelle des millions d'ouvriers meurent sur l'immense champ de bataille.

Je citerai encore deux cas spécifiques — celui d'un Belge et celui d'un Suisse.

M. Louis Piérard était, avant le 4 août 1914, un Belge honteux. On le voyait souvent dans les tavernes de Paris, regardant avec envie les esthètes, les littérateurs et les boulevardiers. Il arborait des guêtres qui rendaient son allure encore plus paysanne. Rentré à Bruxelles, il « fransquillonnait » et se croyait très Parisien. Il était le disciple fidèle de M. Jules Destrée, qui cultivait un barrésisme agaçant et pédant, prônait nettement le séparatisme et s'est mis à la tête du mou-

vement belge annexionniste. Pendant la guerre, il accomplit les tâches les plus diverses et les moins honorables. Correspondant des organes les plus chauvins, il demanda au Ministère de la Guerre de son pays de pouvoir haranguer les poilus belges, ses frères, qui se faisaient canarder au profit de l'impérialisme franco-britannique. Bien entendu, il se garda de demeurer sur le front comme soldat tout simplement, soumis au peu enviable régime des tranchées et aux risques constants. Il adressa à des journaux de tout tirage, de toutes couleurs, de grand et petit format, de grands et petits pays, des papiers lourds, empâtés, où il racontait ses prouesses et il écrivit des phrases à rendre jaloux M. Gustave Hervé.[1] Il attaqua de la façon la plus perfide le député socialiste Huysmans, qui a pourtant donné des gages à la contre-révolution et soutint Millioukoff et Kerensky.

Quant à M. Louis Dumur, qui se croit libéré de tout calvinisme, il a montré qu'il fut de tout temps et surtout pendant la longue tourmente un excellent disciple de Loyola. C'est en vain qu'il se proclame suisse et qu'il dénonce la germanophilie du Conseil Fédéral et du... *Journal de Genève!* En compagnie de M. Paul-Hyacinthe Loyson, il travaille à la « Maison de la Presse ». Il proteste avec violence contre l'envahissement de la Suisse par l'impérialisme allemand, mais soldat lui-même de l'impérialisme français, il a communication de certains dossiers et documents qui se trouvent dans les divers bureaux du Ministère de la Guerre et des Affaires Etrangères à Paris. Tel est

---

[1] M. Hervé, ainsi qu'il convenait, l'a recruté pour sa *Victoire*.

l'homme qui se prétend le héraut de l'indépendance helvétique! Il participe à des tournées de journalistes qui visitèrent le front et les usines. C'est pourquoi il se croit l'égal d'un Joffre, d'un Pétain ou d'un Foch et qu'il est l'un des plus fanatiques adeptes de la victoire intégrale et de l'assassinat total. Sa frénésie maladive s'est traduite un jour qu'il accompagnait une caravane de neutres dans une usine. A la grande indignation de ceux-ci il déclara sans sourciller : « Nous disions autrefois : tout homme a deux patries, la sienne et la France. Nous disons aujourd'hui : tout homme a deux patries, la France et la sienne! » C'est principalement dans le *Mercure de France* que se manifesta son jusqu'auboutisme.

Aussi bien, le *Mercure de France* est-il au nombre des organes qui développèrent au plus haut degré le nationalisme, l'impérialisme, le jusqu'auboutisme et le crétinisme. Triste retour des choses : le *Mercure de France* fut fondé par des hommes qui se prétendaient indépendants et dépourvus de tout préjugé social et politique. L'un des constructeurs de cette maison est Rémy de Gourmont, qui écrivit dans le *Journal* un article intitulé : « Le joujou patriotisme », et fut, pour cette raison, révoqué de ses fonctions de bibliothécaire. Le même Rémy de Gourmont perdit tout sens critique dès qu'éclata la guerre et il signa des articles dignes du *Matin* et de l'*Action Française*. En 1897, il écrivait pourtant : « Une guerre serait très mal accueillie; mais la France est si disciplinée qu'elle marcherait avec un enthousiasme feint. La servitude militaire est admirablement organisée dans toute l'Europe. » Les zimmerwaldiens n'ont pas dit autre chose, mais leur mérite

fut de l'affirmer pendant la guerre et de ne point capituler devant l'impérialisme.

Enfin il est quelqu'un que j'ai personnellement toutes les raisons du monde d'exécrer : c'est M. Léon Daudet. On pense bien que je réprouve avec la plus vive énergie la campagne qu'il a dirigée contre l'internationalisme. Mais, ceci dit, je dois avouer que ce publiciste a maintenu jusqu'au bout son point de vue : le renversement de la République. Tandis que les social-patriotes et les social-opportunistes ont accepté bénévolement l'union sacrée, Léon Daudet a milité depuis le 4 août 1914 pour l'instauration de la monarchie et pour le roi. Doué d'une imagination perverse, laquelle n'est que la manifestation d'une dégénérescence physique qu'il doit à ses influences ancestrales, ce camelot du roy se vautre avec une volupté indicible dans la fange la plus boueuse et la plus malodorante, et il a choisi comme lieu d'observation le tas de fumier où jadis, le généralissime Gustave Hervé jeta certain drapeau. De même qu'il ne faut pas se lamenter sur le sort des cathédrales, incendiées et détruites, puisque c'est là en somme l'une des conséquences de la guerre et que c'est la guerre elle-même et le système qui l'engendre qu'il faut abominer, de même il ne faut pas jeter la pierre à M. Daudet, mais vitupérer l'incroyable lâcheté, la couardise sans nom, l'abdication crasseuse des républicains et des socialistes qui ont trahi la République et le socialisme et à qui — certains d'entre eux, du moins — le rédacteur en chef de *l'Action Française* n'a servi que d'instrument. En dernière analyse, M. Léon Daudet a été conséquent. Non seulement les républicains ont failli

à leur tâche ; non seulement les social-patriotes ont été les plus misérables agents de l'impérialisme et du capitalisme français, mais les soi-disant minoritaires ont été eux-mêmes les dévoués agents de la contre-révolution. Le zimmerwaldien Loriot a très justement remarqué que la distance séparant les social-patriotes des minoritaires est infiniment moins grande que celle qui sépare les dits minoritaires des zimmerwaldiens. Les minoritaires ont été les plus acharnés adversaires de Zimmerwald et de Kienthal et sous prétexte de concilier la défense nationale et l'internationalisme, ils se sont faits les propagateurs du plus monstrueux confusionnisme. La pusillanimité qui caractérise les minoritaires dépasse toute limite. Ces messieurs poussèrent de violentes clameurs lorsqu'on arrêta M. Joseph Caillaux, mais ils ont voté les crédits militaires à chaque fois qu'ils leur étaient demandés ; ils se sont fort peu souciés des militants socialistes ou syndicalistes qui étaient incarcérés ou poursuivis, et hier encore, ils votaient la levée de la classe 19 — le massacre des Innocents.

Le *Populaire*, organe de la minorité, ayant inséré une petite note rédigée apparemment par Boris Souvarine, minoritaire de gauche, M. Mayéras s'est désolidarisé immédiatement et a tenu à déclarer qu'il réprouvait ma propagande, après avoir antérieurement protesté dans le même journal contre mes « agissements » et avoir mis en garde contre moi les socialistes habitant la France. Jean Longuet lui-même, que l'*Action Française* et les journaux réactionnaires appellent germanophile, bolchewik, « quart-de-boche » craint plus les menaces des camelots du roy que le spectre de Karl

Marx, dont en certaines occasions il aime pourtant à se dire le petit-fils. J'ai expliqué ailleurs les raisons pour lesquelles je combats Jean Longuet. Je suis plus sévère pour lui que pour la plupart des minoritaires, parce qu'il est doué d'incontestables qualités, parce qu'il est intelligent et parce qu'il possède des connaissances réelles en matière de politique extérieure. Dans la lettre du député Pugliési-Conti dont j'ai parlé dans la première partie de cet écrit, il était reproché au député de la Seine de s'être fait mon avocat et défenseur. Jean Longuet pouvait démentir qu'il fût mon avocat, puisque telle est la vérité, mais était-il en droit d'écrire :

« Quant à Guilbeaux, avec lequel — à la suite de l'ignoble Berthoulat — Pugliesi-Conti, veut me solidariser, je n'ai pas besoin de dire, que je n'ai jamais été de sa part que l'objet des critiques les plus acerbes et les plus véhémentes, notamment dans sa revue *demain*. Je n'ai jamais été non plus son avocat, pas plus auprès du gouvernement, qu'auprès des tribunaux.

« J'ai tout simplement, sur la demande de sa famille, — *et pour être moi-même fixé* — demandé, il y a un an environ, au Ministère de l'Intérieur, s'il était vrai comme le bruit en avait couru à la suite des articles de Léon Daudet, que Guilbeaux fût sur le point d'être poursuivi pour « haute trahison » ou tout autre délit. On me répondit que Guilbeaux n'était l'objet d'aucune inculpation. C'était un fait matériel, qui ne souffrait aucune discussion. Je l'ai purement et simplement enregistré et communiqué à la famille de l'intéressé. Ceci dit, il resterait à prouver que Guilbeaux qui, d'après toutes les autorités civiles et militaires, n'était pas un traître en 1917, en est devenu un en 1918. Le jour où on fera cette preuve — si jamais il vient — nous l'enregistrerons — et nous ne serons ni de près ni de loin, atteints par cette trahison [1]. »

---

[1] *Le Populaire,* 9 mars 1918.

Longuet paraît avoir été fort sensible à mes attaques, mais vraiment il travestit la vérité. Il s'est plaint à un de mes amis de ce que je l'aie malmené, alors qu'il m'avait assisté et défendu à plusieurs reprises. Je déclare tout de suite que je reconnais la serviabilité de Jean Longuet, mais sa qualité de député socialiste ne lui confère-t-elle pas certaines obligations? Je pourrais d'ailleurs objecter à Longuet que bien qu'étant zimmerwaldien de gauche, j'ai, il y a quelques mois, transmis au social-patriote Tscheidzé, lorsque celui-ci était président du Soviet, un télégramme fort important signé de plusieurs amis de Longuet et de lui-même, relatif à la Conférence internationale de Stockholm. J'ai adressé également à Longuet — qui ne le reçut point — un télégramme de Tscheidzé. Les circonstances m'ont permis de faire la chose et je ne demande à personne le moindre remerciement.

Dans les premiers mois de la guerre, j'écrivis à Longuet pour lui exprimer l'indignation que m'inspirait l'*Humanité,* journal auquel il collaborait alors; je récapitulais les griefs de tout ordre que j'avais contre les social-patriotes. Longuet me répondit que, à part quelques réserves, il était d'accord avec moi et il m'invitait à l'aller voir à la Chambre des Députés; je ne pus mettre à profit son invitation car je partis sur ces entrefaites pour Genève[1]. Dans la suite, j'eus l'occasion de correspondre avec Longuet, soit pour me plaindre de l'attitude du *Populaire* à mon égard, soit

---

[1] J'écrivis le 16 mai 1915 et Longuet me répondit le 2 juin. Il me disait : « Je crois que dans une large mesure nous sommes d'accord, alors que vous exagérez sur quelques points ».

pour lui reprocher l'inaction et la pusillanimité de la minorité, soit pour lui demander son intervention comme député, au sujet de l'interdiction qui frappait *demain* et des mesures vexatoires et policières qui se multipliaient.

Le 8 avril, il m'écrivait: « Les mesures dont votre revue est l'objet me paraissent profondément scandaleuses, et les vexations dont vous êtes d'autre part l'objet, sont bien dignes de l'intelligence de notre Sûreté générale »[1]. Quelques jours après, le 17 avril, le député de la Seine me transmettait une lettre du Ministre de l'Intérieur, expliquant les raisons pour lesquelles l'entrée en France était interdite à la revue *demain*[2].

Plusieurs mois après, ayant eu connaissance d'un rapport confidentiel que j'ai déjà cité, rapport dans lequel on prétendait que je m'étais rendu en France avec de faux-papiers, ma femme qui se trouvait momentanément à Paris alla trouver Jean Longuet qui entreprit de nouvelles démarches. Il me communiqua plus tard la lettre signée par le directeur de la Sûreté générale Hudelo que la presse réactionnaire a qualifié de « certificat de civisme » et qui a été exploité à la fois contre

---

[1] Dans la même lettre, Longuet m'annonçait n'avoir reçu que le premier numéro de la revue *demain* et il ajoutait : « J'adresse par ce courrier une protestation énergique au Ministère de l'Intérieur ».

[2] « ..... J'ai l'honneur de vous informer que cette mesure a été prise à l'égard de cette publication après avis de M. le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères [M. Aristide Briand] en raison des inconvénients que son introduction et sa diffusion en France pouvaient présenter. »

l'ancien ministre Malvy et le député minoritaire. Voici cette lettre :

Monsieur le Député et cher Collègue,

Par votre lettre du 24 janvier dernier, vous m'avez fait connaître qu'un certain nombre d'amis littéraires de M. GUILBEAUX, Henri, auraient entendu dire que cet écrivain devait être inculpé de haute trahison.

Conformément au désir que vous m'exprimiez, j'ai l'honneur de vous informer qu'il n'est pas à ma connaissance que M. GUILBEAUX, Henri, ait été l'objet d'une inculpation en ce qui concerne son attitude au point de vue national.

Veuillez agréer, Monsieur le Député et cher Collègue, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre de l'Intérieur :

Le Directeur de la Sûreté générale,

Signé : HUDELO.

En me transmettant cette réponse, Jean Longuet la caractérisait ainsi : « ... la réponse que m'adresse le Ministre de l'Intérieur, à la suite de la démarche que j'avais faite auprès de lui pour être fixé au sujet des bruits *extravagants* dont Mme Guilbeaux s'était émue lors de son passage à Paris... » Encore une fois, je sais gré à Jean Longuet d'être intervenu en ma faveur et notamment en cette occurence, mais puisque lui-même tient pour extravagants les bruits qui s'étaient répandus sur moi dans certains milieux journalistiques, pourquoi dans son article du *Populaire*, comme pour excuser son intervention, se croit-il obligé d'écrire qu'il voulait être fixé, lui-même. On conviendra que Jean Longuet manque plutôt de caractère et que son

attitude offre des similitudes avec celle du *Pays*, journal pacifiste honteux auquel il collabore.

Qu'il me soit permis de dire quelques mots sur un petit incident qui prouvera le courage du *Pays*, l'organe dévoué à la politique de M. Caillaux et qui, à l'exemple de son inspirateur, eut soin de dénigrer et de calomnier à profusion les bolchewiki et les internationalistes conséquents. Le samedi 2 mars, dans le hall de la galerie Goupil, à Paris, un de mes amis qui, lorsqu'il le put, collabora à *demain*, Gérard de Lacaze-Duthiers — un des quelques jeunes intellectuels dont la pensée et l'action ne subirent aucune variation et s'affirmèrent indéfectibles — faisait une conférence sur les jeunes revues littéraires et artistiques. Il caractérisa *Par delà la mêlée, Les Humbles, Vivre, Soi-Même, les Cahiers Idéalistes français,* etc., analysa leurs tendances et loua leur résistance à la barbarie intérieure. Dans le *Pays* du 5 mars, Maurice Wullens publiait un compte rendu très circonstancié de cette conférence et il constatait : « A plusieurs reprises, les noms de Romain Rolland, de Han Ryner, de Henri Guilbeaux, sont frénétiquement acclamés par une assistance enthousiaste ». Le lendemain, on pouvait lire un erratum en 4me page du *Pays*, ainsi libellé : « Dans le compte rendu de la « Journée du Pays », lire Henri Barbusse au lieu de Henri Guilbeaux ». Il va sans dire que si je parle des applaudissements provoqués par la prononciation de mon nom en compagnie de noms bien plus illustres, c'est uniquement pour montrer l'hypocrisie du *Pays*, encore que je sois sensible à la vaillance de Lacaze-Duthiers et à la sympathie que m'ont témoigné les jeunes écrivains et artistes réunis assistant à cette

conférence. La lâcheté du *Pays* ne passa pas inaperçue Ce journal avait craint de provoquer le courroux d'une certaine presse, en laissant passer le nom d'un internationaliste inculpé d'intelligences avec l'ennemi. L'erratum n'eut pas l'efficacité prévue, espérée par la direction du *Pays*. Un des apaches littéraires de l'*Intransigeant* releva le fait et ironisa le journal qui accusait faussement les typos d'avoir commis une coquille ! et il certifia que le compte-rendu publié était exact [1]. Aussi bien, Maurice Wullens m'a fait savoir lui-même que la rectification n'était pas de lui, mais de la rédaction apeurée par les aboiements de M. Divoire. La morale de cette aventure est que les hommes et les organes qui ont des idées flottantes sont bien plus dangereux à tous égards que ceux dont le nationalisme et le jusqu'auboutisme sont aigus et sans fard.

Voici à présent et pour terminer cet essai de justification, quelques petits faits, contrôlés ou contrôlables, de nature à mettre à jour certaines méthodes tsaristes propres au gouvernement de la République.

Je travaillai à l'Agence Internationale des Prisonniers, de juin à décembre 1915. J'y étais depuis quelques temps, lorsque des personnages se disant agents de la police, s'en vinrent trouver l'honorable M. Gustave Ador, président de la Croix-Rouge, et l'interrogèrent à mon sujet.

---

[1] La *Bataille* du 11 mars, dans un compte-rendu de la même conférence signé Enri Z—Y : « ... Et les noms et œuvres de Romain Rolland, Henri Guilbeaux furent acclamés.. »

Entre autres questions ils lui démandèrent si je correspondais « avec l'Allemagne ». Le Dr Ferrière qui se trouvait précisément dans le bureau de M. Ador, sollicité par ce dernier répondit aux questions posées, déclara qu'effectivement j'étais chargé d'une partie de la correspondance relative aux prisonniers civils en Allemagne, et que toutes ces lettres étaient d'ailleurs signées par lui-même en qualité de membre du Comité de la Croix-Rouge. Ces individus à n'en pas douter étaient des agents du gouvernement français et ils apprirent ainsi que j'avais trahi la France en travaillant pour le bien et le rapatriement des habitants des régions envahies! A quelque temps de là j'appris qu'on questionnait plusieurs de mes parents et proches habitant Paris. Dès que *demain* sortit des presses, tandis que se développait la campagne de presse que j'ai déjà signalée, je fus soumis à des vexations constantes et diverses. On travailla dans le cercle de mes amis, on saisit ma correspondance et celle que m'adressaient mes amis de France ; on m'envoya des agents provocateurs et l'on mit à mes trousses des policiers de toute sorte.

Un de ceux qui sont le plus distingués est le « publiciste » Casella, dont le nom est devenu fameux depuis l'affaire Bolo et qui — le fait fut relevé par l'*Humanité* — journal peu suspect de défaitisme — sous le couvert de représentant du *Matin* adressait au service de contre-espionnage des rapports abondants et fréquents.[1] Plusieurs personnes me visitèrent et me

[1] Voir dans la *Nouvelle Internationale* du 30 mars l'article de Charles Hubacher : « Nouveau type de diplomate ».

posèrent les questions les plus indiscrètes, m'interrogeant en particulier sur la nature des relations que j'entretenais avec les émigrés politiques russes et sur la qualité de ceux-ci. Plusieurs de ces personnes que j'avais connues antérieurement me déclarèrent avoir été chargées de cette mission par M. Casella.

Un jour que je me rendais à la gare de Cornavin afin de prendre le train pour Olten où avait lieu une conférence zimmerwaldienne [1] je passai aux bureaux de la revue pour y prendre mon courrier et trouvai sur le trottoir dans une attente évidente le « correspondant » du *Matin*. Arrivé à Berne, je fus immédiatement au Volkshaus et dînai en compagnie de quelques camarades zimmerwaldiens. Tout d'un coup, en me retournant, je découvris une femme qui, pour parler comme M. Léon Daudet m'était plus que suspecte et cyniquement écoutait notre conversation. Quelques mois auparavant cette même personne m'avait rendu visite sous prétexte qu'elle avait besoin de papiers pour rentrer en France et elle m'avait demandé de quelle manière on pourrait faire la révolution sur le front. J'avais eu alors l'impression très nette d'avoir en face de moi un agent provocateur. Le lendemain je partis pour Olten et le surlendemain je revins à Berne et rencontrai la même personne au même endroit. Dans les jours qui suivirent mon retour à Genève je la vis à nouveau rôdant dans la rue où j'habitais.

En novembre 1916 à l'occasion du Congrès du parti socialiste suisse je fus invité par le *Bildungsausschuss*

---

[1] Cette conférence devait décider l'attitude des zimmerwaldiens des pays alliés à l'égard de la conférence socialiste « interalliée ».

de Zurich à faire une conférence sur Romain Rolland. Mes frais de voyage et de séjour, ainsi qu'il en est d'usage, furent payés par le Comité organisateur. Le « correspondant » du *Matin* ayant été avisé de mon voyage demanda à quelqu'un qui me connaissait et qui me le répéta — avec quel argent j'étais allé à Zurich et il enquêta !

Au lendemain du jour où je fus officiellement inculpé d'intelligences avec l'ennemi, le correspondant de la *Bataille* à Genève, Arthur Leuba, reçut la visite d'un « journaliste » qui lui demanda des renseignements sur moi et lui offrit 500 francs s'il voulait écrire un article bien documenté dans le *Matin*. Puisque je cite ce correspondant, je veux signaler un fait qui montrera la besogne falsificatrice qu'accomplit la censure en France. Je tiens de M. Leuba lui-même ces renseignements. Au début de juillet 1917, il envoya à son journal une correspondance dans laquelle il émettait certaines réflexions relatives aux tendances de la revue *demain* et à ma tactique révolutionnaire. Le 18 juillet la *Bataille* publiait l'article avec certains passages défigurés par la censure, ce qui lui conférait un sens contraire à la pensée du correspondant et pouvait faire croire qu'il avait pris comme vérité « les odieux potins publiés à Genève par des plumitifs sans vergogne et ivres du sang des autres ». [1] Emu à la lecture d'un texte complètement défiguré, le journaliste envoya à la *Bataille* une rectification qui n'atteignit pas le journal. « Ne soupçonnant pas l'exacte vérité

---

[1] Dans la *Sentinelle* du 17 août, Leuba s'est expliqué sur cet incident.

et étonné de ce qu'il advenait de ma rectification, je fis une enquête discrète qui m'apprit, à ma profonde stupéfaction, *que mon texte avait été maquillé par la censure de la frontière et que mon article rectificateur avait été retenu par cette même censure.* »

Deux fois j'ai été pressenti par un personnage officieux auquel on avait demandé quels étaient mes besoins et si moyennant compensation j'accepterais d'interrompre la publication de la revue ou d'en modifier les tendances. J'ajoute qu' « on » a offert des mensualités régulières à divers zimmerwaldiens demeurant à Paris, afin de recueillir des informations précises sur le mouvement d'opposition à la guerre et sur l'activité des groupes internationalistes. C'est ainsi qu'on a proposé des « appointements » de 300 francs à Jacques Mesnil, ancien collaborateur au *Mercure de France* et qui collabore au *Journal du Peuple* et à la *Vérité*.

Non seulement on employa tous les moyens pour gêner la publication de la revue, mais on procéda à de constants travaux de sape et de mine dans mon entourage. En voici un exemple. Le 2 mars 1917, le rédacteur en chef d'une publication éditée en Suisse et dont j'étais l'un des collaborateurs réguliers recevait de la direction la lettre suivante :

X....., le 2 mai 1917.

Cher Monsieur,

Quelques instants avant midi M. Pascal d'Aix m'a téléphoné pour me dire combien pourrait nous être préjudiciable, en France, le fait d'avoir M. Guilbeaux au nombre des collaborateurs de..... Je voulais vous faire part de la chose verbalement, mais vous étiez déjà parti.

M. Pascal d'Aix ne critique en rien l'article Guilbeaux de ce jour, mais il nous met en garde contre les risques que nous courrons, M. Guilbeaux n'étant pas précisément en odeur de sainteté en France.

Je vous ai déjà demandé, à plusieurs reprises, de vouloir bien renoncer à la collaboration de M. Guilbeaux et je vous renouvelle ma demande, certain, que cette fois, vous en tiendrez compte d'autant plus que *cette nouvelle démarche m'est dictée par la recommandation que m'a faite M. Pascal d'Aix.*

Je compte sur votre obligeance et je vous présente, cher Monsieur, mes salutations empressées.

Signature..... »

Si je ne craignais d'être fastidieux, j'enregistrerais d'autres incidents, mais j'ai tenu tout de même à en grouper ici quelques-uns. Malgré une campagne quotidienne, entreprise sur des fronts divers, en dépit d'autres moyens plus odieux encore et sur lesquels je reviendrai plus tard, *demain* maintenait son existence et se développait avec succès. Sa richesse et sa variété de documentation, la qualité des collaborateurs, l'audace de sa pensée la faisaient apprécier partout. [1]

Puisque mes adversaires et mes ennemis m'ont attribué des qualités, notamment l'intelligence, si j'étais accessible à la vénalité, le service de propagande allié, depuis longtemps m'aurait acquis à son service. Les gouvernements alliés qui chaque jour dénoncent la propagande allemande s'abstiendraient-ils par hasard

---

[1] Comme illustration de ce que j'affirme ici : l'article que publia Henriette Roland-Holst dans le *Nieuwe Amsterdammer* se traduisit matériellement par l'acquisition d'une centaine d'abonnés hollandais en trois semaines.

eux-mêmes de toute propagande? N'existe-t-il pas dans la plupart des pays de l'Entente, des ministres chargés spécialement de la propagande? On sait que la Rada Oukrainienne qui représente la contre-révolution, reçut des alliés 180 millions, dans le but de combattre les bolchewiki. La Rada s'acquitta de sa dette à Brest-Litowsk en signant la paix avec les représentants de l'impérialisme allemand! En sorte que ce ne sont pas les révolutionnaires russes qui ont travaillé pour le roi de Prusse !

Dans le *New York Herald* du 22 février, M. Pierre Veber qui pareil à M. Alfred Capus a laissé momentanément le vaudeville pour la diplomatie et la stratégie, écrivait: « Si M. Guilbeaux, le directeur de la revue défaitiste *demain* est Français, qu'on le livre à notre police ! S'il est Suisse, que la justice helvétique le frappe. *Mais, qu'il soit Français ou Suisse, qu'on le fasse taire !* » M. Pierre Veber a au moins le mérite de la franchise ; il indique les vraies raisons de la campagne et de l'inculpation dont j'ai été l'objet. Lorsqu'on voulut frapper l'organe hebdomadaire *Ce qu'il faut dire*, dont la combativité était redoutée par le gouvernement, on inculpa et on condamna Sébastien Faure pour attentat à la pudeur. Poursuivre Sébastien Faure comme révolutionnaire, n'aurait fait que renforcer le courant hostile à la guerre; on tenta de discréditer et de salir le directeur de la vaillante publication révolutionnaire. Mais cette tentative a misérablement échoué. Les calomnies et les infamies officielles n'ont plus de prise sur le peuple français. On voulut frapper également une autre publication, qui pourtant déclarait vouloir demeurer « inactuelle » :

Par delà la Mêlée. Le gouvernement républicain n'admettait pas que son rédacteur E. Armand continuât à penser librement et à développer les pensées de Nietzsche et Max Stirner; on l'inculpa et condamna pour complicité de désertion!

On se rappelle les pelletées d'ignominies que les publicistes ont déversées sur Radek. Les journaux impérialistes d'Allemagne suivirent la même tactique, lorsque les bolcheviki montrèrent qu'ils ne voulaient pas plus se soumettre à l'impérialisme de Berlin qu'à celui de Londres ou de Paris. Enfin il fut un journal qui joua durant la guerre un rôle primordial glorieux et qui fut persécuté de toutes les façons: *Nache Slovo*, quotidien russe publié à Paris, suspendu quatre fois, et rédigé principalement par Trotzky, que sur la demande du représentant de l'impérialisme russe et sur le consentement tacite des social-patriotes français, on expulsa de France. Les journaux qui disent *tout*, qui renseignent leurs lecteurs sur *tout*, qui sont détenteurs de la vérité officielle totale, intégrale, ont affirmé, « documents » à l'appui, que Trotzky, était un agent allemand et que les sommes d'argent nécessaires à la publication du *Nache Slovo* lui était envoyées régulièment d'Allemagne par l'intermédiaire du valeureux socialiste internationaliste Racovsky. Une des collaboratrices que *demain* s'honore de posséder, Angélica Balabanoff, secrétaire de la Commission socialiste internationaliste (Zimmerwald) depuis trois ans, a été dénoncée comme un des principaux agents du défaitisme entretenus par l'Allemagne.

La place me manque pour citer ici le nom de tous les internationalistes de tous les pays persécutés, pour-

suivis, marqués des plus noires infamies, souillés des plus basses calomnies. Quel splendide livre d'or! Quel magnifique tableau d'honneur de la Nouvelle Internationale!

Ainsi que je l'ai écrit au capitaine Bouchardon chargé de l'instruction de mon « affaire », je refuse de me présenter devant les tribunaux militaires, car, à l'exemple de mes amis Lénine et Zinovieff, jadis inculpés de haute trahison par le dictateur Kerensky, je ne reconnais pas les tribunaux bourgeois qui sont des tribunaux de classe, et je répudie les tribunaux militaires qui n'en sont que la plus complète et plus hideuse expression.

On veut me faire taire; je ne me tairai pas.

J'ai conscience de ne pas avoir trahi le peuple français que le gouvernement impérialiste conduit à la ruine depuis tantôt quatre ans. Je ne confonds pas le peuple avec son gouvernement. Socialiste internationaliste je désire ardemment la défaite de *tous* les gouvernements bourgeois, la victoire de *tous* les peuples et la République universelle des Soviets. J'ai la certitude de ne pas avoir trahi l'Internationale, ma seule patrie — à laquelle j'ai été et demeurerai toujours fidèle.

Je ne crains pas la calomnie qui est l'arme la plus redoutable des gouvernements. L'idée vaincra la calomnie comme elle vaincra la guerre et malgré toutes les défections, toutes les ignominies, l'Internationale reconstituée à Zimmerwald, vivifiée au souffle de la Révolution russe maintiendra toute sa puissance, toute son humanité et tout son avenir magnifique.

Le Gérant: G. Noverraz. — Imprimerie des Unions Ouvrières, Genève (Suisse).

OUVRAGES DE HENRI GUILBEAUX

Berlin, carnet d'un solitaire, poèmes (Strasbourg 1907), épuisé.

Emile Verhaeren (Verviers, 1908), épuisé.

Berlin, feuillets d'un solitaire (Paris, 1909, Edition de la Phalange), épuisé.

La social-démocratie allemande (Paris, 1910, Petite Bibliothèque des « Hommes du Jour »).

Walt Whitman (Paris, 1910, « Portraits d'Hier »).

Jules Laforgue (Paris, 1911, « Portraits d'Hier »).

Anthologie des lyriques allemands contemporains depuis Nietzsche; choix de poèmes traduits, précédé de notices bio et bibliographiques et d'un essai sur le lyrisme allemand d'aujourd'hui; préface de EMILE VERHAEREN (Paris, 1913, Eugène Figuière et Cie).

La poésie dynamique (Paris, 1914, Edition de « La Revue »).

Pour Romain Rolland (Genève, 1915, J.-H. Jeheber).

Du champ des horreurs; bois frontispice de FRANS MASEREEL (Genève, 1917, édition de la revue *demain).*

Salut à la Révolution Russe, 1917, en collaboration avec ROMAIN ROLLAND, P.-J. JOUVE, MARCEL MARTINET, FRANS MASEREEL (Genève, 1917, édition de la revue *demain).*

A PARAITRE PROCHAINEMENT

Hymnes et Psaumes (versets).

Rapsodies contemporaines (versets).

Joseph Solvaster (roman).

demain

PAGES ET DOCUMENTS

DIRECTEUR : HENRI GUILBEAUX

Fondée à Genève le 15 janvier 1916, la revue mensuelle *demain* exprime sur les événements contemporains la vérité qu'il est impossible d'enregistrer, à l'heure actuelle, dans les pays belligérants. Dirigée par un jeune écrivain français, rédigée par des écrivains et des publicistes de premier ordre, elle a pris de suite une importante place dans le mouvement international.

De tendances nettement internationalistes, *demain* défend les intérêts moraux et matériels de l'humanité et propage en particulier le programme de Zimmerwald. Outre les œuvres et les écrits qu'elle publie, elle donne un aperçu de la vie intellectuelle, politique et sociale des divers pays et offre une documentation riche et unique.

Son audace et son indépendance lui ont valu des haines tenaces, mais aussi de larges et profondes sympathies.

Ont collaboré et collaborent à *demain* : Adveyeff, A. Balabanoff, Bezrabotny, Paul Birukoff, René Bougerie, Jean Debrit, Sadreddine Djelal, Gustave Dupin, Giovanni Fassina, Henri Guilbeaux, A.-M. Gossez, Dr Auguste Forel, H. Hodler, P.-J. Jouve, W. Kalinine, L. Kamenieff, T. Katzlerovitch, Ellen Key, Alexandra Kolontay, Gérard de Lacaze-Duthiers, Marcel Lebarbier, Lénine, A. Lounatscharsky, V. Marcou, Marcel Martinet, L. Martoff, Frans Masereel, Jacques Mesnil, Dr E. Meyer, St. Mineff, G. Monanni, Dora-B. Montefiore, E.-D. Morel, Edmundo Peluso, Roger Pillet, C. Racoski, Karl Radek, Marianne Rauze, Henriette Roland-Holst, Romain Rolland, Jean de Saint-Prix, Ethel Sidgwick, Sokolnikoff, H.-M. Swanwick, Gaston Thiesson, Horace Traubel, L. Trotzky, L. de Wiskovatoff, G. Zinowieff, Stefan Zweig, etc.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

GENÈVE - 25, Avenue Gerebzow, 25 - SUISSE

Téléphone 85-60

LE NUMÉRO : Suisse, Fr. 1.—; Etranger, Fr. 1.25

	Suisse		Etranger	
ABONNEMENT :	6 mois Fr.	6.—	6 mois Fr.	6.50
	un an	10.—	un an	12.—

Compte de chèques postaux : I. 1338